

Les bonnes feuilles de l'été

La grande déception européenne

Patrick Artus et
Marie-Paule Virard

Comment nous avons ruiné nos enfants

La Découverte. En librairie le 28 septembre

PATRICK ARTUS / MARIE-PAULE VIRARD

COMMENT
NOUS AVONS RUINÉ
NOS ENFANTS



absence de budget et de politique commune n'incite guère à l'optimisme.

Un grave danger chemine surnoisement tout près de nous, au point de miner nos économies de l'intérieur : l'absence de coopération entre les pays de l'Union européenne.

Cette absence est symbolisée de manière tonitruante par la stratégie « non coopérative » adoptée par l'Allemagne.

Elle consiste à comprimer sans relâche les coûts salariaux dans l'industrie afin de gagner à tout prix des parts de marché non pas tant vis-à-vis des pays émergents que vis-à-vis de ses partenaires de l'UE, à commencer par la France et l'Italie, sans autre considération pour l'équilibre et le dynamisme économique de la région. Une telle Europe ne nous aide pas à préparer l'avenir. Elle représente même un sérieux handicap.

Les mirobolantes promesses de l'Union économique et monétaire (UEM) initiée à Maastricht en 1992 n'ont pas été tenues. Zone de croissance molle dans une économie mondiale qui se caractérise par son

dynamisme, la région fait plutôt pâle figure. Depuis 2000, le taux de croissance de la zone euro n'a pas dépassé 1,8 % l'an en moyenne, contre 2,8 % aux Etats-Unis. Les Européens sont plus que jamais gagnés par le doute. Les Français l'ont exprimé sèchement dans les urnes le 29 mai 2005 : pour une majorité d'entre eux, à commencer par ceux qui souffrent du chômage, l'Europe n'est ni porteuse d'avenir ni protectrice face à la globalisation.

La philosophie de l'Union économique et monétaire, fondée en 1992 sur le principe de la « convergence », était pourtant de mettre en œuvre une politique économique de croissance créatrice d'emplois assortie d'une politique commune de modernisation du système économique agricole, industriel, des transports et des infrastructures. Sans oublier les projets sociaux, la constitution de champions européens et le développement d'un super Erasmus, tout cela afin d'obtenir à long terme un supplément d'efficacité économique et donc de croissance pour l'ensemble des partenaires.

Sept ans après son lancement en janvier 1999, l'euro a certes atteint l'âge de raison, mais c'est pour mieux mettre en évidence que les Européens, loin de « converger », se ressemblent de moins en moins. Qu'il s'agisse de la croissance, de la prospérité des citoyens, du coût de la vie ou des performances du commerce extérieur, les pays de la zone euro affichent en effet des performances pour le moins disparates.

Comme le montrent de récents travaux publiés par Bruxelles, le Portugal, membre de la zone euro depuis l'origine, s'est fait

« Les Européens sont plus que jamais gagnés par le doute. Les Français l'ont exprimé sèchement dans les urnes le 29 mai 2005

dépasser en 2005 par la République tchèque en termes de richesse économique. Le Tchèque dispose désormais en moyenne d'un PIB supérieur à celui du Portugal.

Loin d'être un outil de rattrapage pour les pays qui étaient à la traîne, la monnaie unique tend à exacerber les différences. Déjà le plus prospère au départ, le Luxembourg est aussi celui qui s'est le plus enrichi. Le constat vaut aussi bien pour l'inflation, les coûts salariaux et donc la compétitivité avec à la clé des résultats commerciaux extrêmement contrastés.

L'Europe est en échec dans la plupart des autres domaines. Notamment en ce qui concerne quatre objectifs majeurs définis à Maastricht : la constitution d'entreprises européennes puissantes, la convergence budgétaire et l'investissement sur les priorités communes (en particulier la recherche, les nouvelles technologies et l'éducation), la coordination fiscale et sociale, sans oublier la mobilité du travail, dont l'absence bride le potentiel de spécialisation régio-

nale, réduit la concurrence et fait apparaître des poches de chômage élevé.

Le budget européen est quasi inexistant dans tous les domaines porteurs d'avenir. Et tout indique que cela n'est pas près de changer. La Commission proposait une enveloppe de dépenses déjà limitée à 1,14 % du PIB pour la période 2007-2013, mais le Conseil européen du 16 décembre 2005 a encore réduit l'objectif à 1,045 % de PIB !

Bruxelles a prévenu que cela met en danger l'effort prévu dans les domaines de la recherche et de l'enseignement supérieur (Erasmus, Galileo, etc.), lesquels devront impérativement maigrir de 10 % à 30 %. Seuls, par exemple, cinq projets ferroviaires transeuropéens pourront être cofinancés sur les trente initialement sélectionnés. Le lancement de trente satellites Galileo prévu sur la feuille de route de la Commission n'est pas davantage assuré.

La conséquence d'une Europe « non coopérative » est d'inciter les pays de l'ouest de l'Europe à revoir à la baisse leurs ambitions en matière de fiscalité, mais aussi de dépenses publiques et de normes sociales. L'Europe est devenue un handicap : la concurrence fiscale et sociale encourage les délocalisations et décourage les investissements publics, l'unicité de la politique de change en zone euro amplifie les écarts de compétitivité et, cerise sur le gâteau, la stratégie de baisse sauvage des coûts à l'allemande se fait au détriment des partenaires européens. ■

Demain : La maladie française
© La Découverte, 2006